

## *Coupée de ses racines, meurt la plus belle des fleurs*

La transformation « sociétale » qu'une petite minorité organisée veut imposer au pays ne rencontre d'opposition que de façon désordonnée et sporadique. Certes, cette opposition donne lieu à des images qui sont diffusées avec succès par les médias du monde entier mais laisse toujours, une fois l'exaltation retombée, un sentiment diffus de colère – pour n'avoir pas été écouté – ou de découragement – à quoi bon ? –. Dès lors, la décomposition du pays peut s'accélérer sous les coups d'une élite auto-proclamée qui exécute à un rythme calculé un programme que l'on ne peut pas dévoiler trop vite de peur d'effrayer ceux qui n'en veulent pas et d'être lâché par une immense majorité pourtant incapable d'assumer l'idée de ne pas être ouvert au « Progrès ». Par moment cependant, lors de certaines « avancées », cette majorité se ressaisit et, l'espace d'un instant, cherche dans de grands monômes aussi spectaculaires que stériles comme une excuse à sa simple lâcheté.

Il faut regarder la réalité en face : « la Manif pour tous » a été un échec retentissant, malgré son ampleur extraordinaire ; encore plus que ne l'avait été en son temps la manifestation contre les PACS. Si cette majorité « silencieuse » ne change pas, ni dans sa façon de procéder ni dans sa détermination, la légalisation de la PMA sera bientôt suivie de la banalisation de la GPA, puis la polygamie ouvrira la porte à la polyandrie tandis que le crime de pédophilie laissera la place à celui de pédophobie, et l'euthanasie deviendra la première cause de décès en France.

La sagesse populaire prétend qu'un problème bien posé est à moitié résolu. Encore faut-il le bien poser et pour cela il est nécessaire de connaître les enjeux. Il ne reste plus ensuite qu'à examiner les méthodes utilisées par ceux qui veulent changer la société avant d'envisager les moyens d'y résister... si on en a la volonté !

### **Les fondements des attaques contre la société traditionnelle**

Les progrès des sciences et les succès techniques ont conduit l'homme à une sorte d'ivresse. Il se croit désormais tout-puissant. S'il ne maîtrise pas encore la totalité de la vie, ce n'est, pense-t-il, qu'une question de temps. Un jour viendra où les connaissances accumulées, comme par hasard, lui permettront de satisfaire tous ses désirs. Il est devenu lui-même le centre de tout et le but final de son propre développement et, de ce fait, il a oublié tous les autres hommes.

L'homme qui se veut tout-puissant ne regarde plus que lui-même. Toutes ses facultés sont asservies à cette fin suprême. La parole n'est plus le moyen d'entrer en relation les uns avec les autres ; elle est devenue un simple outil permettant d'asseoir sa puissance et d'asservir les autres à des tâches matérielles grandioses comme au temps de Babel. Les outils modernes de communication ne sont d'ailleurs pas vendus pour aider à servir les autres mais pour parler de soi et se mettre en valeur... et les « selfies » permettent aux Narcisses d'aujourd'hui de se contempler en tout temps et tout lieu.

Hélas, cette toute-puissance ne permet pas d'étancher la soif d'infini et le besoin de relation qui gisent au fond du cœur de tout homme. Le triomphe de la culture technocratique s'accompagne inéluctablement d'une insatisfaction permanente. C'est ainsi que, dans les écoles et les universités le chahut bon enfant de potaches heureux a laissé la place à la contestation agressive d'une masses aux composantes esseulées ; dans la rue le monôme joyeux a été supplanté par la manifestation de véritables troupeaux bêlants ; dans le même temps que le « conservatisme démocratique » qu'avait analysé Maurras a été remplacé par l'« alternance démocratique » vantée par tous les « partis de gouvernement ».

En fait, cette connaissance autocentrée est venue brouiller la pensée. Si tout homme est devenu en soi le centre de tout, tous les hommes se valent ; et s'il n'existe aucune autre valeur que celle qu'il se donne à lui-même alors chaque homme se trouve ravalé au rang de simple individu matériel et égoïste dont les idées ne sont ni plus ni moins pertinentes que celles de l'individu voisin, ce qui engendre un relativisme désespérant. La forte saveur du fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal a fait perdre jusqu'au goût de la solidarité entre tous.

L'individu voit ainsi son horizon se réduire à la poursuite d'un « accomplissement » qu'il ne recherche plus que dans la singularité, la matérialité et l'immédiateté et qui, de ce fait, conservera toujours un goût d'inachevé. Placé au centre et au-dessus de tout, l'homme se veut maître ; maître de lui-même comme de l'univers. Mais sans but, il n'est en fait que l'esclave de ses désirs. Et, dans cette soif d'un pouvoir toujours plus absolu, l'homme en vient à ne plus vouloir ni servir ni obéir.

Ayant commencé à maîtriser les biens matériels à sa disposition comme les mouvements de sa pensée, l'homme en vient à vouloir maîtriser la vie, de son commencement (manipulations génétiques) à sa fin (euthanasie) et passant par le droit même de faire vivre (avortement) et celui de procréer (PMA/GPA). La technique est reine ; tout semble possible ; mais, en même temps, l'homme a perdu le sens de son action et ne sait même plus qu'il est un être.

### **Un processus téléologique pour en arriver là**

Quelle a donc été la trajectoire suivie par la société française qui, de chrétienne qu'elle était, est aujourd'hui ballotée au gré des modes, perdue, sans repère et sans but ?

Quand on jette un regard, même rapide, sur le passé pour bien comprendre comment cela est advenu, on constate d'abord combien cette évolution a été progressive ; douce ! Comme s'il avait s'agit d'endormir lentement les citoyens pour qu'ils en arrivent peu à peu, sans s'en rendre compte, à ce nouvel état. Une évolution trop rapide aurait pu les braquer, provoquer leur révolte. En avançant progressivement, en descendant les paliers degré par degré, le mouvement paraît sûr, voire enviable. Personne ne songe à une chute puisque, tous, en se donnant la main, s'enfoncent peu à peu en laissant doucement la torpeur les gagner.

L'image qui illustre le mieux cette méthode est celle de la cuisson de la grenouille. On la met dans une casserole d'eau froide que l'on pose sur la cuisinière et peu à peu on augmente la température de l'eau. Au début c'est agréable, puis lentement la torpeur envahit l'animal et quand celui-ci comprend qu'il va finir par cuire et mourir, il est trop tard ; il n'a plus la force de réagir. Ah ! si on l'avait directement plongé dans l'eau bouillante la grenouille aurait eu immédiatement mal et aurait aussitôt sauté pour échapper à ce piège mortel. Mais le cuisinier

expérimenté qui sait combien la chair peut être facile à ramollir du moment qu'on la flatte, a pris son temps pour faire chauffer le liquide. Au bout du compte, la grenouille est bien cuite.

A quoi, dans cette image, correspond donc le fait de monter le feu pour faire grimper la température qui finira par devenir mortelle ? Chaque fois, à une nouvelle flatterie mensongère, dans un processus téléologique.

Ainsi, quand on a voulu donner accès à la « pilule », on a prétendu que cela permettrait de « libérer » les femmes alors qu'en réalité cela les isolait, les enfermait dans leur seule liberté individuelle. Elles devenaient ainsi seules responsables de leurs actes. Ce n'était plus l'affaire du couple s'unissant dans l'amour mais l'affrontement solitaire des conséquences d'une jouissance passagère. Quant à l'homme, loin d'être oublié par cette nouveauté, il pouvait désormais rechercher cette jouissance en se déchargeant sur sa partenaire d'un instant des conséquences éventuelles. Et, l'on ouvrait la voie à la banalisation de l'avortement qui devenait, sans que personne ne l'avoue, le moyen le plus simple de rattraper un oubli de pilule.

Cette banalisation de l'avortement a suivi comme naturellement. Mais, là encore, le mensonge a dû être employé pour imposer cette nouvelle « avancée sociétale ». Plusieurs mensonges en fait, ont été nécessaires. Le premier a été martelé sous forme de slogan : « mon corps m'appartient » comme si l'œuf, une fois fécondé, n'était qu'un amas de cellules dans le corps de la femme, ayant le même ADN que les autres cellules. Le deuxième, utilisé au Parlement, a consisté à grossir invraisemblablement le nombre des morts du fait des avortements clandestins (tous les morts pour « cause inconnue » – y compris du sexe masculin – ont été retenus comme ayant été victimes d'un avortement clandestin) pour montrer combien était inhumain non le fait de tuer son enfant mais celui de mourir de cet assassinat. La femme était ainsi devenu victime des conséquences de sa jouissance d'un instant.

Avec ces deux « avancées » qui venaient s'ajouter à la facilité de divorcer, la famille traditionnelle se trouvait déjà bien mise à mal. Mais la douce chaleur continuait à monter, endormant toujours plus les défenses.

L'étape suivante a été le PACS. Il fallait bien faire cesser toute discrimination légale dans les « droits » des homosexuels sans pour autant risquer de mettre à mal l'institution du mariage ainsi que l'a expliqué, avec sérieux, le ministre de la justice de l'époque. L'hypocrisie n'a pas duré longtemps, juste le temps de changer de président de la République... Et l'on a « orwellisé » le sens du mot mariage pour bouleverser une institution millénaire. Comme certains commençaient à entrevoir qu'il pourrait bien y avoir une étape suivante, un nouveau mensonge a été nécessaire : le « mariage pour tous » n'ouvrira pas droit ni à la PMA ni à la GPA. Le mensonge était d'autant plus grossier que cette position était intenable au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (sic), mais il est passé. Dormez tranquilles dans une douce torpeur ! Il n'y a pas de quoi s'inquiéter ; la loi réchauffe doucement les mœurs !

Après l'émotion suscitée par la décision d'un tribunal de refuser de qualifier de viol l'atteinte à une jeune fille de treize ans, une nouvelle flatterie mensongère a permis de poser de nouveaux jalons : une mineure peut-elle être consentante à partir de treize ou de quinze ans ? On fait ainsi subrepticement d'une pierre deux coups : on ouvre la porte à la dépénalisation de la pédophilie (« du moment qu'ils s'aiment ») et on écarte les parents de toute responsabilité des actes de leurs enfants mineurs. Demain, n'en doutons pas, de la pédophilie on passera à la

zoophilie et les mineurs ne seront plus placés que sous la responsabilité (sic) de l'Etat. Les mœurs ne seront plus réglées que par le désir passager et le pouvoir d'achat de celui qui voudra le satisfaire, toute affaire cessante.

Parmi les aspects les plus subtils de tous ces mensonges, il y a la multiplication des faux « droits » et l'annihilation de la pensée par la confusion du sens des mots. Cela a conduit à faire disparaître toute hiérarchie des valeurs et, finalement, à bouleverser tout système ordonné, pour le ramener à un chaos de nature plus que primitive. Les enfants de demain ne sauront plus quels sont leurs parents. La société aura enfin atteint le stade suprême que Renan n'entrevoit que sur le plan politique ; celui où l'homme naît enfant trouvé et meurt célibataire.

### **Vers la fin de la France chrétienne ?**

Si les chrétiens de France ne veulent pas perdre leur âme, il leur faut réagir, sachant que plus ils attendront plus cela sera douloureux. La question est de savoir comment ils doivent s'y prendre alors que les hommes (et femmes !) politiques, les journalistes et les « financier-e-s » s'accordent pour promouvoir cette société autant libertaire que liberticide... irriguée par l'argent.

Un examen des luttes passées permet d'entrevoir les sacrifices auxquels il faudra consentir si l'on veut sauver une France chrétienne. Avec l'engourdissement actuel, ces sacrifices seront à la fois épuisants et douloureux. Ils le seront d'autant plus que les chrétiens doivent toujours tenir compte du fait que tous les moyens ne sont pas bons. Ils ne peuvent donc pas être tous utilisés, même pour servir une bonne et juste cause.

Mais, avant de survoler le cas des dernières grandes protestations nationales, un petit souvenir. Lorsqu'elle fut adoptée par le Parlement, la loi Veil fut soumise à une révision au bout de cinq ans ; ce fut la loi Pelletier. En 1979, le député-maire de Blois, ancien ministre, était Pierre Sudreau, qui avait fortement soutenu Simone Veil et qui était grand ami de Monique Pelletier. Nous avons beaucoup discuté avec lui pour lui demander de ne pas voter cette loi qui devait pérenniser la première. Mais lorsqu'il a quitté Blois pour se rendre au Parlement, nous savions que nous ne l'avions pas convaincu. C'était sans compter sur le fait que l'évêque de Blois, Monseigneur Goupy, avait convoqué ses prêtres et diocésains pour une messe qu'il avait décidé de célébrer pendant le vote en l'église saint Vincent, pour demander à l'Esprit Saint d'éclairer la conscience des Parlementaires. Au moment du vote, la foule était si nombreuse qu'elle débordait jusqu'au pied du château<sup>1</sup>. Le soir même, nous avons appris, qu'à la surprise générale, Pierre Sudreau n'avait pas voté la loi. Que se serait-il passé si une telle démarche avait été généralisée, que ce fut au moment de ce vote ou lors des réformes « sociétales » suivantes ?

A quelques années d'intervalle, la France a connu deux séries de manifestations-monstre dont l'une a réussi à sauver l'école libre et l'autre a échoué à empêcher la dénaturation du mariage. Pourquoi cette différence alors que la méthode suivie semblait identique ? Il y a au moins trois raisons à cela qu'il convient d'examiner dans l'ordre.

Entre 1982 et 2012, les forces de l'ordre ont appris à encadrer, contrôler et canaliser les manifestations qui ne veulent pas se laisser entraîner à la violence, notamment dans les rues

---

<sup>1</sup> Sur l'ensemble des prêtres du diocèse, seuls quatre ont manqué à l'appel.

de Paris. Les manifestants qui tiennent au respect de la civilisation chrétienne ne viennent pas plus dans la rue pour casser que ceux qui se pressent sur les Champs Élysées pour fêter la nouvelle année, applaudir à l'arrivée du Tour de France ou danser le soir du 14 juillet. Et, comme ils boivent moins d'alcool lors de ces rassemblements et que les organisateurs prévoient toujours eux-mêmes un premier service d'ordre, ces foules sont même nettement plus faciles à discipliner. Ajoutons que « La manif pour tous » avait poussé la délicatesse jusqu'à cantonner ses rassemblements au dimanche – pour ne pas gêner le commerce puisque c'était avant la loi Macron<sup>2</sup> – et avait appelé les familles ayant des enfants en poussette à s'y joindre... pour un désordre minimum ! Pas de quoi inquiéter un gouvernement.

Une deuxième différence importante tient au fait que les manifestants en faveur de l'école libre étaient mus par un intérêt personnel direct puisqu'il s'agissait pour eux de défendre leur propre école : celle où ils enseignaient ou celle à laquelle ils avaient confié leurs enfants. De plus ces manifestants étaient solidaires ; solidaires des professeurs et des autres parents de l'école de leurs enfants. Cette solidarité entretenait le souffle du combat. A l'inverse, ceux qui ont battu le pavé lors de « la manif pour tous » ne se sentaient ni directement concernés ni étroitement liés les uns aux autres. Leur combat n'avait pas un but concret qui aurait pu changer directement leur mode de vie. N'ayant pas d'élément matériel fédérateur et n'étant pas mus par un idéal transcendant et un soif d'absolu, ceux qui étaient présents défendaient un principe qui ne les touchait que dans le monde des idées. Au sein de la « manif », ils ne constituaient pas un corps solidaire mais simplement une masse d'individus qui s'étaient rejoints un jour sur une idée. Et, dans leur peur d'être amalgamés avec quelques « extrémistes » les organisateurs avaient pris soin d'ouvrir la manifestation à tous, c'est-à-dire à des individus qui, en dehors de cette idée, n'avaient aucun autre élément de liaison entre eux. De même, il n'avait pas été question de définir clairement les motifs pour lesquels on s'opposait au texte de peur de ratisser moins large (comme si une « manif » avait le même poids politique qu'une élection). Une telle opération avait donc tout du soufflet qui enfle vite et se dégonfle aussitôt. Pas de quoi inquiéter un gouvernement.

Si le projet de loi sur la suppression de l'école libre était allé jusqu'au bout, calendrier électoral aidant, les conséquences se seraient mesurées dans les urnes. Une fois le « mariage pour tous » adopté, les électeurs étaient repartis vers d'autres critères pour effectuer leur choix. Et c'est la troisième différence essentielle : les partisans de l'école libre étaient prêts à aller jusqu'au bout, les participants à « la manif pour tous » avaient le sentiment que leur devoir s'arrêtait au soir du grand rassemblement. Ceux qui sont descendus dans la rue à cette occasion, l'ont fait un dimanche, ce qui n'a eu aucune conséquence sur leur feuille de paye ou leur chiffre d'affaires. On voulait bien sacrifier un peu de temps, mais pas trop. Et cela faisait une belle sortie en famille. En fait, les manifestants n'étaient pas prêts à se battre pour un idéal. Manifester, oui, mais à condition que cela n'ait aucune conséquence sur le petit confort quotidien. Pas de quoi inquiéter un gouvernement.

### **Retrouver ses racines ou mourir**

Si l'on veut avoir une chance d'être entendu, il faut que chacun ait la volonté d'aller jusqu'au bout et soit prêt à en payer le prix. Peut-on qualifier de Résistant celui qui serait paralysé par l'idée d'être mal jugé par l'envahisseur ou ses thuriféraires, ou qui craindrait de

---

<sup>2</sup> Combien de Français savent que le 8 juillet 1873, à Saint Bauzille de la Sylve, la Très sainte Vierge Marie est apparue à un journalier agricole, Auguste Arnaud, pour lui dire : « Il ne faut pas travailler le Dimanche », et qu'en 1879, Monseigneur de Cabrières a fait élever un sanctuaire pour perpétuer cette demande ?

recevoir un mauvais coup ? Si un gouvernement fait de mauvaises lois, il faut être prêt à assumer la responsabilité de le changer.

Le pape Léon XIII lui-même, dans son encyclique sur le Ralliement à la République, « Au milieu des sollicitudes »<sup>3</sup>, n'affirmait-il pas : « Dès que l'État refuse de donner à Dieu ce qui est à Dieu, il refuse, par une conséquence nécessaire, de donner aux citoyens ce à quoi ils ont droit comme hommes ; car, qu'on le veuille ou non, les vrais droits de l'homme naissent précisément de ses devoirs envers Dieu. D'où il suit que l'État, en manquant, sous ce rapport, le but principal de son institution, aboutit en réalité à se renier lui-même et à démentir ce qui est la raison de sa propre existence » ? Dès lors un tel gouvernement perd toute légitimité ; il n'a même plus le droit de se prétendre tel. Il en résulte que, si ce sont les institutions qui génèrent nécessairement ces mauvaises lois au point de dénaturer jusqu'à leur fonction étatique, il faut avoir la force morale de les changer<sup>4</sup>, sans provoquer pour autant cet autre mal absolu qu'est le désordre civil. Laisser de mauvaises institutions faire de mauvaises lois en se contentant de le regretter plus ou moins discrètement, c'est s'en rendre complice. Cela ne fera que conduire au résultat que redoutait le pape dans la même encyclique : « Pauvre France ! Dieu seul peut mesurer l'abîme de maux où elle s'enfoncerait, si cette législation, loin de s'améliorer, s'obstinait dans une telle déviation, qui aboutirait à arracher de l'esprit et du cœur des Français la religion qui les a faits si grands ». Bien plus, il ajoutait tristement que si la force morale de la religion venait « à lui manquer, ni la surabondance de l'or, ni la force des armes ne sauraient [la] sauver de la décadence morale, peut-être de la mort ».

Les chrétiens de France doivent être conscients du fait que s'ils ne se ressaisissent pas, une autre religion se substituera à la leur pour fonder une autre société solide sur d'autres valeurs respectées par tous. Aucune société, même la plus brillante, ne saurait subsister longtemps si elle ne s'appuie que sur l'humeur changeante d'une masse égoïste et jouisseuse qui lui tient lieu de peuple.

---

<sup>3</sup> Du 20 février 1892.

<sup>4</sup> Quand il a écrit son encyclique, le pape Léon XIII croyait encore que sous n'importe quel régime, même le plus imparfait, on peut malgré tout « rencontrer une excellente législation »... pour peu que les élus se réfèrent aux lois de Dieu quand ils exercent leur pouvoir législatif.